

Z A K O N

O POTVRĐIVANJU PROTOKOLA OD 30. NOVEMBRA 1972. GODINE SA AMANDMANIMA OD 24. JUNA 1982. GODINE I 31. MAJA 1988. GODINE, KONVENCIJE O MEĐUNARODNIM IZLOŽBAMA POTPISANE U PARIZU 22. NOVEMBRA 1928. GODINE, IZMENJENE I DOPUNJENE PROTOKOLIMA OD 10. MAJA 1948. GODINE, 16. NOVEMBRA 1966. GODINE, 30. NOVEMBRA 1972. GODINE, I AMANDMANIMA OD 24. JUNA 1982. GODINE I 31. MAJA 1988. GODINE

Član 1.

Potvrđuje se Protokol od 30. novembra 1972. godine sa amandmanima od 24. juna 1982. godine i 31. maja 1988. godine, Konvencije o međunarodnim izložbama potpisane u Parizu 22. novembra 1928. godine, izmenjene i dopunjene protokolima od 10. maja 1948. godine, 16. novembra 1966. godine, 30. novembra 1972. godine, i amandmanima od 24. juna 1982. godine i 31. maja 1988. godine, u originalu na francuskom jeziku.

Član 2.

Tekst Protokola od 30. novembra 1972. godine sa amandmanima od 24. juna 1982. godine i 31. maja 1988. godine, Konvencije o međunarodnim izložbama potpisane u Parizu 22. novembra 1928. godine, izmenjene i dopunjene protokolima od 10. maja 1948. godine, 16. novembra 1966. godine, 30. novembra 1972. godine, i amandmanima od 24. juna 1982. godine i 31. maja 1988. godine, u originalu na francuskom jeziku i u prevodu na srpski jezik, glasi:

PROTOCOLE

PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION SIGNÉE A PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928 CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES

Les Parties à la présente Convention,

Considérant que les règles et procédures instaurées par la Convention concernant les expositions internationales signée à Paris le 22 Novembre 1928, modifiée et complétée par les Protocoles des 10 Mai 1948 et 16 Novembre 1966, se sont révélées utiles et nécessaires aux organisateurs de ces expositions comme aux Etats participants,

Désireuses d'adapter aux conditions de l'activité moderne lesdites règles et procédures, ainsi que celles qui concernent l'Organisation chargée de veiller à son application et de réunir ces dispositions dans un seul instrument qui doit remplacer la Convention de 1928, Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I

Le présent Protocole a pour objet:

- a. de modifier les règles et procédures concernant les expositions internationales;
- b. de modifier les dispositions concernant les activités du Bureau International des Expositions.

MODIFICATION ARTICLE II

La Convention de 1928 est de nouveau modifiée par le présent Protocole conformément aux objectifs exprimés à l'Article I. Le texte de la Convention ainsi modifiée figure dans l'Appendice au présent Protocole dont il constitue partie intégrante.

ARTICLE III

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Parties à la Convention de 1928 à Paris du 30 Novembre 1972 au 29 Novembre 1973 et restera ouvert après cette dernière date pour l'adhésion de ces mêmes Parties.
2. Les Parties à la Convention de 1928 peuvent devenir Parties au présent Protocole par:
 - a. signature sans réserve de ratification, acceptation ou approbation;
 - b. signature sous réserve de ratification, acceptation ou approbation, suivie de ratification, acceptation ou approbation;
 - c. adhésion.
3. Les instruments de ratification, acceptation, approbation ou adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la République Française.

ARTICLE IV

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle vingt-neuf Etats y seront devenus Parties dans les conditions prévues à l'Article III. ¹

ARTICLE V

Les dispositions du présent Protocole ne s'appliquent pas à l'enregistrement d'une exposition pour laquelle une date aura été retenue par le Bureau International des Expositions jusqu'à et y inclus la session du Conseil d'Administration qui aura immédiatement précédé l'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à l'Article IV ci-dessus.

ARTICLE VI

Le Gouvernement de la République Française notifiera aux gouvernements des Parties contractantes ainsi qu'au Bureau International des Expositions:

- a. les signatures, ratifications, approbations, acceptations et adhésions conformément à l'Article III;
- b. la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'Article IV.

ARTICLE VII

Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Gouvernement de la République Française le fera enregistrer auprès du Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT À PARIS le 30 Novembre 1972 en langue française en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives du Gouvernement de la République Française lequel en délivrera des copies conformes aux gouvernements de toutes les Parties à la Convention de 1928.

¹ Le présent Protocole est entré en vigueur le 9 Juin 1980.

PAYS	NOM	NOTE
Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne	S. Von BRAUN	
Pour le Gouvernement de la République d'Autriche	Erich BIELKA 28/09/1973	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique	R. ROTHSCHILD R. RAUX	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie	V. ANICHTCHOUK	Sous la réserve formulée dans les pouvoirs et dans la déclaration
Pour le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie	E. RAZLOGOV	Avec les réserves et la déclaration formulées au moment de la signature
Pour le Gouvernement du Canada	Claude T. CHARLAND	
Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark	Poul ASSAM	Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement d'Espagne	E. de MOTTA Y ZAYAS	
Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique	Jack B. KUBISCH	Sous réserve de ratification et de la déclaration contenue dans la note verbale N° 201 du 29 Novembre 1972
Pour le Gouvernement de la République de Finlande	Olle HEROLD	Sous réserve de ratification
PAYS	NOM	NOTE
Pour le Gouvernement de la République Française	Christian D'AUMALE	
Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	D. LOGAN F. SEDGWICK-JELL	
Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce		
Pour le Gouvernement de la République d'Haïti		
Pour le Gouvernement de la République Populaire Hongroise	Laszlo FOLDES	Sous la réserve mentionnée dans les pouvoirs

Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israël	Israël HAVIV	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la République Italienne	F. MALFATTI	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement du Japon		
Pour le Gouvernement de la République Libanaise		
Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc		

PAYS	NOM	NOTE
Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco	Pierre-Louis FALAIZE	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la République Fédérale du Nigeria		

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège	Hersleb VOGT	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement du Royaume des PaysBas	J.A. de RANITZ	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la République Populaire de Pologne	Michata KAJZERA	Sous réserve de ratification et sous la réserve mentionnée dans la note verbale du 30 Novembre 1972 (N° Z-II-OME-BIE)
Pour le Gouvernement de la République du Portugal	A. LENCASTRE da VEIGA 29 Novembre 1973	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie	C. FLITAN 8 Novembre 1973	Sous réserve de ratification et avec la réserve, mentionnée par les pleins pouvoirs, aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Article 34 et avec déclaration à l'Article 35
Pour le Gouvernement du Royaume du Suède	D. WINTER	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la Confédération Suisse	Max TROENDLE	Sous réserve de ratification

PAYS	NOM	NOTE
Pour le Gouvernement de la République Socialiste Tchécoslovaque		
Pour le Gouvernement de la République Tunisienne	Abdessalem BEN AYED	
Pour le Gouvernement de la République Soviétique de l'Ukraine	Alexandre GORDENOK	Sous la réserve et la déclaration transmises au moment de la signature
Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques	Youri BORISSOV	Sous la réserve et la déclaration transmises au moment de la signature

CONVENTION

CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES SIGNEE A PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928, MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LES PROTOCOLES DES 10 MAI 1948, 16 NOVEMBRE 1966 ET 30 NOVEMBRE 1972, AINSI QUE PAR L'AMENDEMENT DU 24 JUIN 1982 ET PAR L'AMENDEMENT

DU 31 MAI 1988

TITRE I - DEFINITIONS ET OBJET**ARTICLE 1**

1. Une exposition est une manifestation qui, quelle que soit sa dénomination, a un but principal d'enseignement pour le public, faisant l'inventaire des moyens dont dispose l'homme pour satisfaire les besoins d'une civilisation et faisant ressortir dans une ou plusieurs branches de l'activité humaine les progrès réalisés ou les perspectives d'avenir.
2. L'exposition est internationale lorsque plus d'un Etat y participe.
3. Les participants à une exposition internationale sont d'une part les exposants des Etats officiellement représentés groupés en sections nationales, d'autre part les organisations internationales ou les exposants ressortissants d'Etats non officiellement représentés et enfin ceux qui sont autorisés, selon les règlements de l'exposition, à poursuivre une autre activité, en particulier les concessionnaires.

ARTICLE 2

La présente Convention s'applique à toutes les expositions internationales à l'exception des:

- a. expositions d'une durée de moins de trois semaines;
- b. expositions des Beaux-Arts;
- c. expositions essentiellement commerciales.

Nonobstant le titre qui pourrait être donné à une exposition par ses organisateurs, la présente Convention distingue les expositions enregistrées et les expositions reconnues.

TITRE II - CONDITIONS GENERALES D'ORGANISATION DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES

ARTICLE 3

Ont la vocation à être enregistrées par le Bureau Internationales des Expositions, visé à l'Article 25 ci-après, les expositions internationales qui présentent les caractères suivants:

- a. Leur durée ne peut être inférieure à six semaines, ni supérieure à six mois;
- b. Le régime des bâtiments d'exposition utilisés par les Etats participants est fixé par le règlement général de l'exposition. Dans le cas où une taxe immobilière serait exigible, d'après la législation en vigueur dans l'Etat invitant, elle demeurerait à la charge des organisateurs. Seuls les services effectivement rendus en application des règlements approuvés par le Bureau peuvent faire l'objet d'une rétribution;
- c. A partir du 1er janvier 1995 l'espacement entre deux expositions enregistrées est de cinq ans au moins, la première exposition pouvant avoir lieu en 1995. Toutefois, le Bureau International des Expositions peut accepter une avance d'un an au plus par rapport à la date qui résulte de la disposition qui précède pour permettre la célébration d'un évènement particulier d'importance internationale, sans pour autant que l'espacement quinquennal fixé par le calendrier d'origine soit modifié.

ARTICLE 4

A. Ont la vocation à être reconnues par le Bureau International des Expositions les expositions internationales qui présentent les caractères suivants:

1. Leur durée ne peut être inférieure à trois semaines ni supérieure à trois mois;
2. Elles doivent illustrer un thème précis;
3. Leur surface totale ne doit pas excéder 25 ha.;
4. Elles doivent attribuer aux Etats participants des emplacements construits par l'organisateur et libres de tous loyers, charges, taxes et frais autres que ceux représentatifs de services rendus, l'emplacement le plus important attribué à un Etat ne doit pas excéder 1000 m². Toutefois, le Bureau International des Expositions peut autoriser une dérogation à l'obligation de gratuité si la situation économique et financière de l'Etat organisateur le justifie.
5. Une seule exposition reconnue au titre du présent paragraphe A peut se tenir entre deux expositions enregistrées.
6. Une seule exposition enregistrée ou reconnue au titre du présent paragraphe A peut se tenir au cours d'une même année.

B. Le Bureau International des Expositions peut également accorder sa reconnaissance:

1. A l'exposition des Arts Décoratifs et de l'Architecture Moderne de la Triennale de Milan, en raison de son antériorité historique et pour autant qu'elle conserve ses caractéristiques d'origine;
2. Aux expositions d'horticulture de type A1 agréées par l'Association International des Producteurs de l'Horticulture pourvu qu'elles soient espacées d'au moins deux ans dans des états différents et d'au moins dix ans dans un même état;

appelées à se tenir dans l'intervalle entre deux expositions enregistrées.

ARTICLE 5

Les dates d'ouverture ou de clôture d'une exposition et ses caractères généraux sont fixés au moment de son enregistrement ou de sa reconnaissance et ne peuvent être modifiés qu'avec l'accord du BIE.

TITRE III - ENREGISTREMENT

ARTICLE 6

1. Le gouvernement d'une Partie contractante sur le territoire de laquelle une exposition est projetée (ci-après dénommé gouvernement invitant), doit adresser au Bureau une demande pour obtenir son enregistrement ou de sa reconnaissance en indiquant les mesures législatives, réglementaires ou financières qu'il prévoit à l'occasion de cette exposition. Le gouvernement d'un Etat non-contractant désireux d'obtenir l'enregistrement ou la reconnaissance d'une exposition peut de la même manière adresser une demande au Bureau à condition de s'engager à respecter pour cette exposition les dispositions des titres I, II, III et IV de cette Convention et les règlements édictés pour leur application.
2. La demande d'enregistrement ou de reconnaissance doit être faite par le gouvernement chargé des relations internationales se rapportant au lieu où l'exposition est projetée (ci-après dénommé le gouvernement invitant), même dans le cas où ce gouvernement n'est pas l'organisateur de l'exposition.
3. Le Bureau détermine par ses règlements obligatoires le délai maximum pour retenir la date d'une exposition et le délai minimum pour le dépôt de la demande d'enregistrement ou de reconnaissance; il précise les documents qui doivent accompagner une telle demande. Il fixe également, par règlement obligatoire, le montant des contributions exigées pour frais d'examen de la demande.

4. L'enregistrement ou la reconnaissance n'est accordé que si l'exposition remplit les conditions fixées par la présente Convention et les règlements établis par le Bureau.

ARTICLE 7

1. Lorsque deux Etats ou plus sont en concurrence entre eux pour l'enregistrement ou la reconnaissance d'une exposition et ne parviennent pas à s'accorder, ils saisissent l'Assemblée Générale du Bureau qui décide en tenant compte des considérations invoquées et notamment des raisons spéciales de nature historique ou morale, du temps écoulé depuis la dernière exposition et du nombre de manifestations déjà organisées par les Etats concurrents.
2. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le Bureau donne la préférence à une exposition projetée sur le territoire d'une Partie contractante.

ARTICLE 8

Sauf dans le cas prévu à l'Article 28 d), l'Etat qui a obtenu l'enregistrement ou la reconnaissance d'une exposition perd les droits attachés à cet enregistrement ou cette reconnaissance s'il modifie la date à laquelle il avait déclaré qu'elle se tiendrait. S'il entend qu'elle soit organisée à une autre date, il doit introduire une nouvelle demande et se soumettre, s'il y a lieu, à la procédure fixée à l'Article 7 qu'impliquent les compétitions éventuelles.

ARTICLE 9

1. Pour toute exposition qui n'a pas été enregistrée ou reconnue, les Parties contractantes refusent leur participation et leur patronage ainsi que toute subvention.
2. Les Parties contractantes restent entièrement libres de ne pas participer à une exposition enregistrée ou reconnue.
3. Chaque Partie contractante usera de tous les moyens qui, d'après sa législation, lui paraîtront les plus opportuns pour agir contre les promoteurs d'expositions fictives ou d'expositions auxquelles les participants seraient frauduleusement attirés par des promesses, annonces ou réclames mensongères.

TITRE IV - OBLIGATIONS DES ORGANISATEURS DES EXPOSITIONS ENREGISTREES ET DES ETATS PARTICIPANTS

ARTICLE 10

1. Le gouvernement invitant doit veiller au respect des dispositions de la présente Convention et des règlements édictés pour son application.

2. Si ce gouvernement n'organise pas lui-même l'exposition, la personne morale qui l'organise doit être officiellement reconnue à cet effet par le gouvernement, lequel garantit l'exécution des obligations de cette personne morale.

ARTICLE 11

1. Toutes les invitations à participer à une exposition, qu'elles soient adressées à des Parties contractantes ou à des Etats non-membres, doivent être acheminées par voie diplomatique par le seul gouvernement de l'Etat invitant au seul gouvernement de l'Etat invité, pour lui-même et les autres personnes physiques ou morales qui relèvent de son autorité. Les réponses doivent parvenir par la même voie au gouvernement invitant, de même que les désirs de participation exprimés par des personnes physiques ou morales non invitées. Les invitations doivent tenir compte des délais prescrits par le Bureau. Les invitations aux organisations de caractère international leur sont adressées directement.
2. Aucune Partie contractante ne peut organiser ou patronner une participation à une exposition internationale si les invitations ci-dessus n'ont pas été adressées conformément aux dispositions de cette Convention.
3. Les Parties contractantes s'engagent à n'adresser ni accepter aucune invitation à participer à une exposition, qu'elle doive avoir lieu sur le territoire d'une Partie contractante ou sur celui d'un Etat non-membre, si cette invitation ne fait pas mention de l'enregistrement ou de la reconnaissance accordé conformément aux dispositions de la présente Convention.
4. Toute Partie contractante peut requérir les organisateurs de s'abstenir de lui adresser des invitations autres que celle qui lui est destinée. Elle peut aussi s'abstenir de transmettre des invitations ou des désirs de participation exprimés par des personnes physiques ou morales non invitées.

ARTICLE 12

Le gouvernement invitant doit nommer un Commissaire Général de l'exposition, s'il s'agit d'une exposition enregistrée, ou un Commissaire de l'exposition, s'il s'agit d'une exposition reconnue, chargé de le représenter à toutes fins de la présente Convention et en tout ce qui concerne l'exposition.

ARTICLE 13

Le gouvernement de tout Etat qui participe à une exposition doit nommer un Commissaire Général de section s'il s'agit d'une exposition enregistrée ou un Commissaire de Section s'il s'agit d'une exposition reconnue pour le représenter auprès du gouvernement invitant. Le Commissaire Général de Section ou le Commissaire de Section est seul chargé de l'organisation de sa présentation nationale. Il informe le Commissaire Général de l'exposition ou le Commissaire de l'exposition de la composition de cette présentation et veille au respect des droits et obligations des exposants.

ARTICLE 14 (abrogé) ARTICLE 15 (abrogé) ARTICLE 16

Le régime douanier des expositions est fixé par l'annexe à la présente Convention, dont ladite annexe fait partie intégrante.

ARTICLE 17

Dans une exposition, ne sont considérées comme nationales et, en conséquence, ne peuvent être désignées sous cette dénomination que les sections constituées sous l'autorité de Commissaires Généraux ou de Commissaires nommés conformément à l'Article 13 par les gouvernements des Etats participants. Une section nationale comprend tous les exposants de l'Etat considéré, mais non les concessionnaires.

ARTICLE 18

1. Dans une exposition, il ne peut être fait usage pour désigner un participant ou un groupe de participants d'une appellation géographique se rapportant à une Partie contractante qu'avec l'autorisation du Commissaire Général de section ou du Commissaire de Section représentant le gouvernement de ladite Partie.
2. Si une Partie contractante ne participe pas à une exposition, le Commissaire Général ou le Commissaire de cette exposition veille, en ce qui concerne cette Partie contractante, au respect de la protection prévue au paragraphe précédent.

ARTICLE 19

1. Les productions présentées dans la section nationale d'un Etat participant doivent être en relation étroite avec cet Etat (par exemple objets originaires de son territoire ou productions créées par ses ressortissants).
2. Peuvent toutefois y figurer, avec l'autorisation des Commissaires Généraux ou des Commissaires des autres Etats en cause, d'autres objets ou productions, à condition qu'ils ne servent qu'à compléter la présentation.
3. En cas de contestation entre Etats participants dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2, un arbitrage est rendu par le Collège des Commissaires Généraux ou des Commissaires de section statuant à la majorité des Commissaires présents. La décision est définitive.

ARTICLE 20

1. A moins de dispositions contraires dans la législation en vigueur dans l'Etat invitant, il ne doit être concédé aucun monopole de quelque nature qu'il soit, sauf, en ce qui concerne les services communs, autorisation du Bureau accordée au moment de l'enregistrement ou de la reconnaissance. Dans ce cas les organisateurs sont tenus aux obligations suivantes:
 - a. indiquer l'existence de ce ou ces monopoles dans le Règlement Général de l'exposition et dans le Contrat de Participation;

- b. assurer aux participants l'usage des services monopolisés aux conditions habituellement appliquées dans l'Etat;
 - c. ne limiter en aucun cas les pouvoirs des Commissaires Généraux ou des Commissaires dans leurs sections respectives.
2. Le Commissaire Général ou le Commissaire de l'exposition prend toute mesure pour que les tarifs demandés aux Etats participants ne soient pas plus élevés que ceux demandés aux organisateurs de l'exposition et, en tout cas, que les tarifs normaux de la localité.

ARTICLE 21

Le Commissaire Général ou le Commissaire de l'exposition prend toutes les mesures possibles pour assurer le fonctionnement efficace des services d'utilité publique à l'intérieur de l'exposition.

ARTICLE 22

Le gouvernement invitant s'efforce de faciliter l'organisation de la participation des Etats et de leurs ressortissants, notamment en matière de tarifs de transport et de conditions d'admission des personnes et des objets.

ARTICLE 23

1. Le Règlement Général d'une exposition doit indiquer si, indépendamment des certificats de participation qui peuvent être accordés, des récompenses seront ou non décernées aux participants. Dans le cas où des récompenses seraient prévues, leur attribution peut être limitée à certaines catégories.
2. Avant l'ouverture de l'exposition tout participant peut déclarer vouloir rester en dehors de l'attribution des récompenses.

ARTICLE 24

Le Bureau International des Expositions visé au titre suivant, peut établir des règlements fixant les conditions générales de composition et de fonctionnement des jurys et déterminant le mode d'attribution des récompenses.

TITRE V - DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

ARTICLE 25

1. Il est institué une organisation internationale dénommée Bureau International des Expositions, chargée de veiller et pourvoir à l'application de la présente Convention. Ses membres sont les gouvernements des Parties contractantes. Le Siège du Bureau est à Paris.

2. Le Bureau possède la personnalité juridique et notamment la capacité de conclure des contrats, d'acquérir et de vendre des biens meubles et immeubles, ainsi que d'ester en justice.
3. Le Bureau a la capacité de conclure des accords notamment en matière de privilèges et immunités avec des Etats et organisations internationales pour l'exercice des attributions qui lui sont confiées par la présente Convention.
4. Le Bureau comprend une Assemblée Générale, un Président, une Commission Exécutive, des commissions spécialisées, autant de Vice-Présidents que de Commissions et un Secrétariat placé sous l'autorité d'un Secrétaire Général.

ARTICLE 26

L'Assemblée Générale du Bureau est composée des délégués désignés par les gouvernements des Parties contractantes à raison d'un à trois délégués pour chacune d'elles.

ARTICLE 27

L'Assemblée Générale tient des sessions régulières et peut également tenir des sessions extraordinaires. Elle statue sur toutes les questions pour lesquelles la présente Convention attribue compétence au Bureau dont elle est la plus haute autorité, et notamment:

- a. discute, adopte et publie les règlements relatifs à l'enregistrement ou à la reconnaissance, la classification et l'organisation des expositions internationales et au fonctionnement du Bureau; dans les limites des dispositions de la présente Convention, elle peut établir des règlements obligatoires; elle peut aussi établir des règlements-types qui serviront de guides pour l'organisation des expositions;
- b. arrête le budget, contrôle et approuve les comptes du Bureau;
- c. approuve les rapports du Secrétaire Général;
- d. crée les commissions qu'elle juge utiles, désigne les membres de la Commission Exécutive et des autres commissions et fixe la durée de leur mandat;
- e. approuve tout projet d'accord international visé à l'Article 25 paragraphe 3 de la présente Convention;
- f. adopte les projets d'amendements visés à l'Article 33;
- g. désigne le Secrétaire Général.

ARTICLE 28

1. Le gouvernement de chaque Partie contractante, quel que soit le nombre de ses délégués, dispose d'une voix au sein de l'Assemblée Générale. Toutefois, son droit de vote est suspendu si la totalité des cotisations dues par lui, en

application de l'Article 32 ci-après, excède le total de ses cotisations se rapportant à l'année en cours et à l'année précédente.

2. L'Assemblée Générale peut valablement délibérer lorsque le nombre des délégations présentes en séance et ayant droit de vote est au moins des deux tiers de celui des Parties contractantes ayant droit de vote. Si ce quorum n'est pas atteint, elle est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, à échéance d'au moins un mois. Dans ce cas le quorum requis est abaissé à la moitié du nombre des Parties contractantes disposant du droit de vote.
3. Les votes sont acquis à la majorité des délégations présentes qui expriment leur vote pour ou contre. Toutefois, dans les cas suivants la majorité des deux tiers est requise:
 - a. adoption des projets d'amendements à la présente Convention;
 - b. établissement et modification des règlements
 - c. adoption du budget et approbation du montant des cotisations annuelles des Parties contractantes;
 - d. autorisation de modifier les dates d'ouverture et de clôture d'une exposition dans les conditions prévues à l'Article 5 ci-dessus;
 - e. enregistrement d'une exposition sur le territoire d'un Etat non-membre en cas de concurrence avec une exposition sur le territoire d'une Partie contractante;
 - f. réduction des intervalles prévus à l'Article 3 de la présente Convention;
 - g. acceptation des réserves à un amendement présentées par une Partie contractante; ledit amendement devant être, en application de l'Article 33, adopté à la majorité des 4/5 ou à l'unanimité selon le cas;
 - h. approbation de tout projet d'accord international;
 - i. nomination du Secrétaire Général.

ARTICLE 29

1. Le Président est élu par l'Assemblée Générale au scrutin secret pour une période de deux ans parmi les délégués des gouvernements des Parties contractantes, mais il ne représente plus l'Etat dont il est ressortissant pendant la durée de son mandat. Il est rééligible.
2. Le Président convoque et dirige les réunions de l'Assemblée Générale et veille au bon fonctionnement du Bureau. En son absence, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président chargé de la Commission Exécutive ou, à défaut, par un des autres Vice-Présidents, dans l'ordre de leur élection.
3. Les Vice-Présidents sont élus parmi les délégués des gouvernements des Parties contractantes par l'Assemblée Générale qui détermine la nature et la

durée de leur mandat et désigne notamment la commission dont ils ont la charge.

ARTICLE 30

1. La Commission Exécutive se compose de délégués des gouvernements de douze Parties contractantes à raison d'un pour chacun d'entre eux.
2. La Commission Exécutive:
 - a. établit et tient à jour une classification des activités humaines susceptibles de figurer dans une exposition;
 - b. examine toute demande d'enregistrement ou de reconnaissance d'une exposition et la soumet, avec son avis, à l'approbation de l'Assemblée Générale
 - c. remplit les tâches qui lui sont confiées par l'Assemblée Générale;
 - d. peut demander l'avis des autres commissions.

ARTICLE 31

1. Le Secrétaire Général, nommé suivant les dispositions de l'Article 28 de la présente Convention, doit être un ressortissant d'une des Parties contractantes.
2. Le Secrétaire Général est chargé de gérer les affaires courantes du Bureau suivant les instructions de l'Assemblée Générale et de la Commission Exécutive. Il élabore le projet de budget, présente les comptes et soumet à l'Assemblée Générale des rapports relatifs à ses activités. Il représente le Bureau, notamment en justice.
3. L'Assemblée Générale détermine les autres attributions et les obligations du Secrétaire Général ainsi que son statut.

ARTICLE 32

Le budget annuel du Bureau est fixé par l'Assemblée Générale dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'Article 28. Il tient compte des réserves financières du Bureau, des recettes de toute sorte, ainsi que des soldes débiteurs et créditeurs reportés des exercices précédents. Les dépenses du Bureau sont couvertes par ces sources et par les cotisations des Parties contractantes selon le nombre de parts leur incombant en application des décisions de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 33

1. Toute Partie contractante peut proposer un projet d'amendement à la présente Convention. Le texte dudit projet et les raisons qui l'ont motivé sont adressés au Secrétaire Général qui les communique dans le plus bref délai aux autres Parties contractantes.

2. Le projet d'amendement proposé est inscrit à l'ordre du jour de la session ordinaire ou d'une session extraordinaire de l'Assemblée Générale qui se tient au moins trois mois après la date de son envoi par le Secrétaire Général.
3. Tout projet d'amendement adopté par l'Assemblée Générale dans les conditions prévues au paragraphe précédent et à l'Article 28 est soumis par le Gouvernement de la République Française à l'acceptation de toutes les Parties contractantes. Il entre en vigueur à l'égard de toutes ces Parties à la date à laquelle les quatre cinquièmes d'entre elles ont notifié leur acceptation au Gouvernement de la République Française. Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, tout projet d'amendement au présent paragraphe, à l'Article 16 relatif au régime douanier, ou à l'annexe prévue audit Article, n'entre en vigueur qu'à la date à laquelle toutes les Parties contractantes ont notifié leur acceptation au Gouvernement de la République Française.
4. Toute Partie contractante qui souhaite assortir d'une réserve son acceptation d'un amendement fait part au Bureau des termes de la réserve envisagée. L'Assemblée Générale statue sur l'admissibilité de ladite réserve. L'Assemblée Générale doit faire droit aux réserves qui tendraient à sauvegarder des situations acquises en matière d'expositions et rejeter celles qui auraient pour effet de créer des situations privilégiées. Si la réserve est acceptée, la Partie qui l'avait présentée figure parmi celles qui sont comptées comme ayant accepté l'amendement pour le calcul de la majorité des quatre cinquièmes susmentionnée. Si elle est rejetée, la Partie qui l'avait présentée opte entre le refus de l'amendement ou son acceptation sans réserve.
5. Lorsque l'amendement entre en vigueur, dans les conditions prévues au troisième paragraphe du présent Article, toute Partie contractante ayant refusé de l'accepter peut, si elle le juge bon, se prévaloir des dispositions de l'Article 37 ci-après.

ARTICLE 34

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes concernant l'application ou l'interprétation de la présente Convention, qui ne peut être réglé par les autorités investies de pouvoirs de décision en application de la présente Convention, fera l'objet de négociations entre les Parties en litige.
2. Si ces négociations n'aboutissent pas à un accord à bref délai, une des Parties saisit le Président du Bureau et lui demande de désigner un conciliateur. Si alors le conciliateur ne peut obtenir l'accord des Parties en litige sur une solution, il constate et délimite dans son rapport au Président la nature et l'étendue du litige.
3. Lorsqu'un désaccord est ainsi constaté, le différend fait l'objet d'un arbitrage. A cette fin une des Parties saisit, dans un délai de deux mois à compter de la

communication du rapport aux Parties en litige, le Secrétaire Général du Bureau d'une requête d'arbitrage en mentionnant l'arbitre choisi par elle.

L'autre ou les autres Parties au différend doivent désigner, chacune, dans un délai de deux mois, leur arbitre respectif. A défaut, une des Parties saisit le Président de la Cour Internationale de Justice en lui demandant de désigner le ou les arbitres.

Lorsque plusieurs Parties font cause commune, elles ne comptent pour l'application des dispositions du paragraphe qui précède que pour une seule. En cas de doute, le Secrétaire Général décide.

Les arbitres désignent à leur tour un surarbitre. Si les arbitres ne peuvent s'accorder sur ce choix dans un délai de deux mois, le Président de la Cour Internationale de Justice, saisi par une des Parties, y pourvoit.

4. Le collège arbitral rend son arbitrage à la majorité de ses membres, la voix du surarbitre étant prépondérante en cas de partage égal des voix. Cet arbitrage s'impose à toutes les Parties en litige, définitivement et sans recours.
5. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 3 et 4 qui précèdent. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par lesdites dispositions envers tout Etat qui aura formulé une telle réserve.
6. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent, pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Gouvernement Dépositaire.

ARTICLE 35

La présente Convention est ouverte à l'adhésion d'une part de tout Etat, soit membre de l'Organisation des Nations Unies, soit non-membre de l'ONU qui est Partie au statut de la Cour Internationale de Justice, ou membre d'une institution spécialisée des Nations Unies, ou membre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et, d'autre part, de tout autre Etat dont la demande d'adhésion est approuvée par la majorité des deux tiers des Parties contractantes ayant droit de vote à l'Assemblée Générale du Bureau. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la République Française et prennent effet à la date de leur dépôt.

ARTICLE 36

Le Gouvernement de la République Française notifie aux gouvernements des Etats Parties à la présente Convention ainsi qu'au Bureau International des Expositions:

- a. l'entrée en vigueur des amendements, conformément à l'Article 33;
- b. les adhésions, conformément à l'Article 35;
- c. les dénonciations, conformément à l'Article 37;
- d. les réserves émises en application de l'Article 34 paragraphe 5;
- e. l'expiration éventuelle de la Convention.

ARTICLE 37

1. Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention en le notifiant par écrit au Gouvernement de la République Française.
2. Cette dénonciation prend effet un an après la date de réception de cette notification.
3. La présente Convention vient à expiration si, par suite de dénonciations, le nombre des Parties contractantes est réduit à moins de sept.

Sous réserve de tout accord qui pourrait être conclu entre les Parties contractantes au sujet de la dissolution du Bureau, le Secrétaire Général sera chargé des questions de liquidation. L'actif sera réparti entre les Parties contractantes au prorata des cotisations versées depuis qu'elles sont Parties à la présente Convention. S'il existe un passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Parties au prorata des cotisations fixées pour l'exercice financier en cours.

ANNEXE

à la Convention signée à Paris le 22 Novembre 1928 concernant les expositions internationales, modifiée et complétée par les Protocoles du 10 Mai 1948, du 16 Novembre 1966 et du 30 Novembre 1972, ainsi que par l'Amendement du 24 Juin 1982.

REGIME DOUANIER POUR L'IMPORTATION DES ARTICLES PAR LES PARTICIPANTS AUX EXPOSITIONS INTERNATIONALES**ARTICLE 1 - Définitions**

Pour l'application de la présente annexe on entend par:

- a. "Droits à l'importation", les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation;
- b. "Admission temporaire", l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation.

ARTICLE 2

Bénéficient de l'admission temporaire:

- a. les marchandises destinées à être exposées ou à faire l'objet d'une démonstration à l'exposition;

- b.** les marchandises destinées à être utilisées pour les présentations à l'exposition de produits étrangers, telles que:
- I. les marchandises nécessaires pour la démonstration des machines ou appareils étrangers exposés;
 - II. les matériaux de construction, même à l'état brut, le matériel de décoration et d'ameublement, et l'équipement électrique pour les pavillons et stands étrangers de l'exposition, ainsi que pour les locaux affectés au Commissaire Général de section d'un pays étranger participant;
 - III. les outils, le matériel utilisés pour la construction et les moyens de transport, nécessaires aux travaux de l'exposition;
 - IV. le matériel publicitaire ou de démonstration, destiné manifestement à être utilisé à titre de publicité pour les marchandises étrangères présentées à l'exposition, tels que les enregistrements sonores, films et diapositives, ainsi que l'appareillage nécessaire à leur utilisation;
- c.** le matériel - y compris les installations d'interprétariat, les appareils d'enregistrement du son et les films à caractère éducatif, scientifique ou culturel - destiné à être utilisé à l'occasion de l'exposition.

ARTICLE 3

Les facilités visées à l'Article 2 de cette annexe sont accordées à condition que:

- a.** Les marchandises puissent être identifiées lors de leur réexportation;
- b.** Le Commissaire Général de section du pays participant garantisse sans dépôt de fonds le paiement des droits à l'importation frappant les marchandises qui ne seraient pas réexportées après la clôture de l'exposition dans les délais fixés; d'autres garanties prévues par la législation du pays invitant peuvent être admises à la demande des exposants (par exemple carnet A.T.A institué par la Convention du Conseil de Coopération Douanière du 6 Décembre 1961);
- c.** Les autorités douanières du pays d'importation temporaire estiment que les conditions imposées par cette annexe soient remplies.

ARTICLE 4

Aussi longtemps qu'elles bénéficient des facilités prévues par la présente annexe et sauf si les lois et règlements du pays d'importation temporaire le permettent, les marchandises placées en admission temporaire ne peuvent pas être prêtées, louées ou utilisées moyennant rétribution ni transportées hors du lieu de l'exposition. Elles doivent être réexportées dans les plus brefs délais et au plus tard trois mois après la clôture de l'exposition. Les autorités douanières peuvent pour des raisons valables prolonger cette période dans les limites prescrites par les lois et règlements du pays d'importation temporaire.

ARTICLE 5

- a.** Nonobstant l'obligation de réexportation prévue à l'Article 4, la réexportation des marchandises périssables ou gravement endommagées ou de faible valeur,

n'est pas exigée, pourvu qu'elles soient, selon la décision des autorités douanières:

- I. soumises aux droits à l'importation dus en l'espèce, ou
- II. abandonnées, libres de tous frais, au Trésor Public du pays d'importation temporaire, ou
- III. détruites, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor Public du pays d'importation temporaire.

Toutefois, l'obligation de réexportation ne s'applique pas aux marchandises de toute nature dont la destruction requise par le Commissaire Général de section concerné, est effectuée sous contrôle officiel et sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor Public du pays d'importation temporaire.

- b. Les marchandises placées en admission temporaire peuvent recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mises à la consommation intérieure, sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités qui seraient appliquées en vertu des lois et règlements du pays d'importation temporaire si elles étaient importées directement de l'étranger.

ARTICLE 6

Les produits accessoirement obtenus au cours de l'exposition, à partir de marchandises importées temporairement, à l'occasion de la démonstration de machines ou d'appareils exposés, sont soumis aux dispositions des Articles 4 et 5 de la présente annexe, de la même façon que s'ils avaient été placés en admission temporaire, sous réserve des dispositions de l'Article 7 ci-après.

ARTICLE 7

Les droits à l'importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée dans les cas suivants, pourvu que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables, de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de l'exposition, au nombre des visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant:

- a. Petits échantillons (autres que boissons alcooliques, tabac et combustibles) représentatifs des marchandises étrangères exposées à l'expositions, y compris les échantillons de produits alimentaires et de boissons, importés comme tels ou obtenus à l'exposition à partir de marchandises importées en vrac, pourvu:
 - I. qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public à l'exposition pour être utilisés ou consommés par les personnes à qui ils auront été distribués;
 - II. que ces produits soient identifiables comme étant des échantillons à caractère publicitaire ne présentant qu'une faible valeur unitaire;
 - III. qu'ils ne se prêtent pas à la commercialisation et qu'ils soient, le cas échéant, conditionnés en quantités nettement plus petites que celles contenues dans les plus petits emballages vendus au détail

- IV. que les échantillons de produits alimentaires et de boissons qui ne sont pas distribués dans des emballages conformément à l'alinéa III) ci-dessus, soient consommés à l'exposition.
- b.** Echantillons importés qui sont utilisés ou consommés par les membres des jurys de l'exposition pour apprécier et juger les objets exposés, sous réserve de la production d'une attestation du Commissaire Général de section, mentionnant la nature et la quantité des objets consommés au cours de telle appréciation et tel jugement.
- c.** Marchandises importées uniquement en vue de leur démonstration, ou pour la démonstration de machines et appareils étrangers présentés à l'exposition et qui sont consommées ou détruites au cours de ces démonstrations.
- d.** Imprimés, catalogues, prospectus, prix courants, affiches, calendriers (illustrés ou non) et photographies non encadrées, destinés manifestement à être utilisés à titre de publicité pour les marchandises étrangères présentées à l'exposition, pourvu qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public sur le lieu de l'exposition.

ARTICLE 8

Les droits à l'importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée dans les cas suivants:

- a.** produits qui sont importés et utilisés pour la construction, l'aménagement, la décoration, l'animation et l'environnement des présentations étrangères à l'exposition (peintures, vernis, papier de tenture, liquides vaporisés, Articles pour feux d'artifice, graines ou plantes, etc.) détruits du fait de leur utilisation; **b.** catalogues, brochures, affiches et autres imprimés officiels, illustrés ou non, qui sont publiés par les pays participant à l'exposition;
- c.** plans, dessins, dossiers, archives, formules et autres documents destinés à être utilisés comme tels à l'exposition.

ARTICLE 9

- a.** A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement des marchandises qui vont être ou qui ont été présentées ou utilisées à une exposition sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux de cette exposition.
- b.** Chaque Partie contractante s'efforcera, dans tous les cas où elle l'estimera utile, compte tenu de l'importance de l'exposition, d'ouvrir pour une durée raisonnable un bureau de douane sur les lieux de l'exposition organisée sur son territoire
- c.** La réexportation de marchandises placées en admission temporaire peut s'effectuer en une ou en plusieurs fois et par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation, sauf si l'importateur s'engage, afin de bénéficier d'une procédure simplifiée, à réexporter les marchandises par le bureau d'importation.

ARTICLE 10

Les dispositions qui précèdent ne mettent pas obstacle à l'application:

- a. de facilités plus grandes que certaines Parties contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux;
- b. des règlements nationaux ou conventionnels non douaniers concernant l'organisation de l'exposition;
- c. des prohibitions et restrictions résultant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre public, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique, ou se rapportant à la protection des brevets, marques de fabrique et droits d'auteur et de reproduction.

ARTICLE 11

Pour l'application de la présente annexe les territoires des pays contractants qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

RECOMMANDATION

L'Assemblée Générale recommande que les droits à l'importation ne soient pas perçus et les prohibitions ou restrictions à l'importation ne soient pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation ne soit pas exigée, pourvu que la valeur globale et la quantité de marchandises soient raisonnables de l'avis des autorités douanières du pays d'importation eu égard à la nature de l'exposition, au nombre des visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant pour les produits importés par les Commissaires Généraux de section pour:

- I. leur consommation personnelle;
- II. être utilisés lors des réceptions officielles;
- III. être offerts aux visiteurs de marque de leur propre pays, du pays organisateur ou à ceux venant d'un pays tiers.

RESERVES ET DECLARATIONS**ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

Réserve:

"L'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et a l'honneur de l'informer, en ce qui concerne la signature du Protocole de la Convention de 1928 sur les expositions internationales qui sera ouvert à la signature au Ministère des Affaires Etrangères le 30 Novembre 1972, que la signature des Etats-Unis est assortie d'une réserve au sujet de l'Article 10, paragraphe 2. Cette réserve reflète le point de vue invariablement soutenu par le

Gouvernement des Etats-Unis au cours de séances du Bureau des Expositions Internationales et lors de la rédaction des règles générales concernant les expositions aux Etats-Unis, à savoir que le Gouvernement américain, tout en garantissant l'exécution de ses propres obligations, n'est pas en mesure, aux termes de sa législation, de garantir que les personnes morales accréditées par lui aux fins d'organiser les expositions s'acquittent de leurs obligations. Mais le Gouvernement des Etats-Unis s'efforcera, dans toute la mesure du possible, d'obtenir que ces organisateurs remplissent leurs obligations".

BIELORUSSIE

Réserve:

"Le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne se considère pas lié par les dispositions sur l'arbitrage, paragraphe 3 et 4 de l'Article 34 de la Convention".

Déclaration:

"Le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorusse déclare que les dispositions de l'Article 35 de la Convention modifiée selon lesquelles un certain nombre d'Etats sont privés de devenir parties à la Convention sont d'une nature discriminatoire et considère que la Convention, conformément aux principes du droit souverain des Etats, doit être ouverte à la participation de tous les Etats intéressés sans discrimination et restrictions quelles qu'elles soient".

BULGARIE

Réserve:

"La République Populaire de Bulgarie ne se considère pas liée par les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Article 34 de la Convention" Déclaration:

"Tous les pays du monde profitent de l'égalité absolue et ont le droit d'adhérer à la présente Convention, sans tenir compte des restrictions découlant de l'Article 35 de ladite Convention".

HONGRIE

Réserve:

"La partie hongroise ne considère pas comme obligatoires pour elle les alinéas 3 et 4 de l'Article 34 du Protocole".

POLOGNE

Réserve:

"Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne déclare qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'Article 34, paragraphes 3 et 4 de la présente Convention".

Déclaration concernant l'Article 35 de la Convention:

"Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne est d'avis que la présente Convention devrait être ouverte à l'adhésion de tout Etat".

ROUMANIE

Réserve:

"La République Socialiste de Roumanie déclare, en s'appuyant de l'Article 34 paragraphe 5 de la Convention concernant les expositions internationales, signée à Paris le 22 Novembre 1928 qu'elle ne se considère pas liée par les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Article 34 de la Convention. La position de la République Socialiste de Roumanie est que les différends entre deux ou plusieurs parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la Convention qui n'auront pas été réglés par voie de négociations pourraient être soumis à l'arbitrage seulement avec le consentement de toutes les parties en litige, pour chaque cas particulier".

Déclaration:

"Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie considère que les dispositions de l'Article 35 de la Convention concernant les expositions internationales, signée à Paris le 22 Novembre 1928, ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel les traités internationaux multilatéraux, dont l'objet et le but intéressent la communauté internationale dans son ensemble, doivent être ouverts à la participation universelle".

UKRAINE

Réserve:

"Le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne se considère pas lié par les dispositions sur l'arbitrage paragraphes 3 et 4 de l'Article 34 de la Convention".

Déclaration:

"Le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine déclare que les dispositions de l'Article 35 de la Convention modifiée selon lesquelles un certain nombre d'Etats sont privés de devenir parties à la Convention, sont d'une nature discriminatoire et considère que la Convention, conformément aux principes du droit souverain des Etats, doit être ouverte à la participation de tous les Etats intéressés sans discrimination et restrictions quelles qu'elles soient".

U.R.S.S.

Réserve:

"Le Gouvernement de l'U.R.S.S. ne se considère pas lié par les dispositions sur l'arbitrage, paragraphes 3 et 4 de l'Article 34 de la Convention".

"Le Gouvernement de l'U.R.S.S. déclare que les dispositions de l'Article 35 de la Convention modifiée selon lesquelles un certain nombre d'Etats sont privés de devenir parties à la Convention, sont d'une nature discriminatoire et considère que la Convention, conformément aux principes du droit souverain des Etats, doit être ouverte à la participation de tous les Etats intéressés sans discrimination et restrictions quelles qu'elles soient".

TCHECOSLOVAQUIE

Réserve:

"Le Gouvernement de la République Socialiste Tchécoslovaque ne se considère pas lié par les dispositions de l'Article 34 alinéas 3 et 4 de la Convention".

25.07.1974

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

Réserve:

"Le Gouvernement de la République Démocratique Allemande ne se considère pas lié par les dispositions de l'Article 34 alinéas 3 et 4 de la Convention".

Déclaration:

"La République Démocratique Allemande considère que la Convention doit être ouverte à l'adhésion de tout Etat".

16.12.1975

**PROTOKOL
KOJIM SE MENJA KONVENCIJA O MEĐUNARODNIM IZLOŽBAMA POTPISANA
U PARIZU 22. NOVEMBRA 1928.**

Potpisnice ove Konvencije,

Smatrajući da su se pravila i procedure ustanovljeni Konvencijom o međunarodnim izložbama potpisanom u Parizu 22. novembra 1928, koja je izmenjena i dopunjena Protokolima od 10. maja 1948. i 16. novembra 1966, pokazale korisnim i potrebnim organizatorima ovih izložbi, kao i zemljama učesnicima.

U želji da se navedena pravila i procedure, zajedno sa onima koji se odnose na organizaciju nadležnu za njihovu primenu i objedinjavanje u jedan instrument koji će zameniti Konvenciju iz 1928,

Sporazumeli su se kako sledi:

ČLAN 1

Ciljevi ovog Protokola su:

- a. izmena pravila i procedura koje se odnose na međunarodne izložbe;
- b. izmena odredbi koje se odnose na aktivnosti Međunarodnog biroa za izložbe.

ČLAN 2 – IZMENA

Ovaj Protokol ponovo menja Konvenciju iz 1928, u skladu sa ciljevima iz člana I. Tako izmenjen tekst Konvencije se nalazi u Dodatku ovog Protokola i čini njegov sastavni deo.

ČLAN 3

1. Ovaj Protokol se otvara za potpisivanje svim potpisnicama Konvencije iz Pariza 1928. od 30. novembra 1972. do 29. novembra 1973, a nakon tog datuma ostaće otvoren za njihovo pristupanje.
2. Vlade potpisnice Konvencije iz 1928. mogu postati potpisnice ovog Protokola na sledeći način:
 - a. potpisivanjem bez obaveze ratifikacije, prihvatanja ili odobrenja;
 - b. potpisivanjem sa obavezom ratifikacije, prihvatanja ili odobrenja, posle kog sledi ratifikacija, prihvatanje ili usvajanje.
 - v. pristupanjem.
3. Instrumenti ratifikacije, prihvatanja, odobrenja ili pristupanja biće deponovani pri Vladi Francuske Republike.

ČLAN 4

Ovaj protokol stupa na snagu na dan kada dvadeset devet Država postanu potpisnice, u skladu sa uslovima iz člana III.¹

ČLAN 5

Odredbe ovog Protokola se ne primenjuju prilikom registrovanja izložbe za koju je Međunarodni biro za izložbe predvideo datume koji prethode zasedanju

¹ Ovaj Protokol je stupio na snagu 9. juna 1980.

Administrativnog saveta, kao i tokom njegovog zasedanja, posle kog će ovaj Protokol stupiti na snagu, u skladu sa članom IV istog.

ČLAN 6

Vlada Francuske Republike obavestiće Vlade potpisnice i Međunarodni biro za izložbe o:

- a. potpisima, ratifikacijama, odobrenjima, prihvatanjima i pristupanjima u skladu sa članom III;
- b. datumu kada ovaj Protokol stupa na snagu u skladu sa članom IV.

ČLAN 7

Odmah po stupanju na snagu ovog Protokola, Vlada Francuske Republike će se pobrinuti da se isti registruje u Sekretarijatu Ujedinjenih nacija, u skladu sa članom 102 Povelje Ujedinjenih nacija.

U ZNAK SAGLASNOSTI, dolepotpisani, sa odgovarajućim ovlašćenjima, potpisuju ovaj Protokol.

U PARIZU, 30. novembra 1972, na francuskom jeziku, u jednom primerku koji će se čuvati u arhivi Vlade Francuske Republike, koja će poslati prepise vladama svih zemalja potpisnica Konvencije iz 1928.

DRŽAVA	IME	NAPOMENA
Za Vladu Savezne Republike Nemačke	S. Fon Braun [S. Von Braun]	
Za Vladu Republike Austrije	Erih Bijelka [Erich Bielka] 28/09/1973	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Kraljevine Belgije	R. Rotšild [R. Rothschild] R. Ro [R. Raux]	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Beloruske Sovjetske Socijalističke Republike	V. Anihčuk	Uz rezervu navedenu u ovlašćenju i u izjavi
Za Vladu Narodne Republike Bugarske	E. Razlogov	Uz izjavljenu rezervu prilikom potpisivanja
Za Vladu Kanade	Klod T. Šarlan [Claude T. Charland]	
Za Vladu Kraljevine Danske	Povl Asam [Poul Assam]	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Španije	E. De Mota i Sajas [E. de Motta y Zayas]	
Za Vladu Sjedinjenih Američkih Država	Džek B. Kjubik [Jack B. Kubisch]	Uz obaveznu ratifikaciju i poštovanje usmene napomene br. 201 od 29. novembra 1972.
Za Vladu Republike Finske	Ole Herold [Olle Herold]	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Francuske	Kristijan d'Omali [Christian	

Republike	D'Aumale]	
Za Vladu Ujedinjenog Kraljevstva Velike Britanije i Severne Irske	D. Logan [D. Logan] F. Sedžvik-Džel [F. Sedgwick-Jell]	
Za Vladu Kraljevine Grčke		
Za Vladu Republike Haiti		
Za Vladu Narone Republike Mađarske	Laslo Foldes [Laszlo Foldes]	Uz rezervu navedenu u ovlašćenjima
Za Vladu Države Izrael	Izrael Haviv [Israël Haviv]	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Italijanske Republike	F. Malfati [F. Malfatti]	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Japana		
Za Vladu Libanske Republike		
Za Vladu Kraljevine Maroka		
Za Vladu Kneževine Monako	Pjer-Luj Falez [Pierre-Louis Falaize]	Uz obavezu ratifikacije
Za Vladu Savezne Republike Nigerije		
Za Vladu Kraljevine Norveške	Hersleb VOGT [Hersleb Vogt]	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Kraljevine Holandije	J. A. de Ranic [J.A. de Ranitz]	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Narodne Republike Poljske	Mihata Kajzera [Michata Kajzera]	Uz obaveznu ratifikaciju i uz rezervu navedenu u usmenoj napomeni od 30. novembra 1972. (br. Z-II-OME-BIE)
Za Vladu Portugalske Republike	A. Lenkastr da Veiga [A. Lencastre da Veiga] 29. novembar 1973.	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Socijalističke Republike Rumenije	S. Flitan [C. Flitan] 8. novembar 1973.	Uz obaveznu ratifikaciju i uz rezervu navedenu u punomoćima, a u vezi sa odredbama stavova 3 i 4 člana 34 i uz izjavu o članu 35
Za Vladu Švedske Republike	D. Vinter [D. Winter]	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Švajcarske Konfederacije	Maks Trendl [Max Troendl]	Uz obaveznu ratifikaciju
Za Vladu Socijalističke		

Republike Čehoslovačke		
Za Vladu Tuniske Republike	Abdesalem Ben Ajed [Abdessalem Ben Ayed]	
Za Vladu Ukrajinske Sovjetske Republike	Aleksander Gordenok [Alexandre Gordenok]	Uz rezervu i izjavu koje su prenete prilikom potpisivanja
Za Vladu Saveza Sovjetskih Socijalističkih Republika	Jurij Borisov	Uz rezervu i izjavu koje su prenete prilikom potpisivanja

DODATAK

KONVENCIJA O MEĐUNARODNIM IZLOŽBAMA POPTISANA U PARIZU 22. NOVEMBRA 1928, IZMENJENA I DOPUNJENA PROTOKOLIMA OD 10. MAJA 1948, 16. NOVEMBRA 1966. I 30. NOVEMBRA 1972, KAO I AMANDMANOM OD 31. MAJA 1988.

POGLAVLJE I – DEFINICIJE I CILJ**ČLAN 1**

1. Izložba je manifestacija čiji je osnovni cilj, bez obzira na njen naziv, obrazovanje javnosti, tako što pravi inventar svega što čovek poseduje kako bi zadovoljio potrebe civilizacije i tako što pokazuje načinjeni napredak u jednoj ili više oblasti ljudskog delovanja ili tako što pokazuje mogućnosti za budućnost.
2. Izložba je međunarodna kada u njoj učestvuje više od jedne države.
3. Učesnici u međunarodnoj izložbi su, s jedne strane, državni izlagači koji izlažu grupisani po nacionalnim sekcijama, a s druge strane međunarodne organizacije ili izlagači iz država koje nisu zvanično zastupljene i, konačno, oni koji, u skladu sa pravilima izložbe, imaju pravo da se bave nekom drugom aktivnošću, kako što su koncesionari.

ČLAN 2

Ova konvencija se primenjuje na sve međunarodne izložbe, izuzev:

- a. izložbi koje traju kraće od tri nedelje;
- b. umetničke izložbe;
- v. izložbe pretežno komercijalnog karaktera.

Bez obzira na to kako su organizatori nazvali izložbu, ova Konvencija pravi razliku između prijavljenih i priznatih izložbi.

POGLAVLJE II – OPŠTI USLOVI ZA ORGANIZACIJU MEĐUNARODNIH IZLOŽBI**ČLAN 3**

Međunarodne izložbe koje mogu biti prijavljene pri Međunarodnom birou za izložbe, u skladu sa članom 25, imaju sledeće odlike:

- a. ne smeju biti kraće od šest nedelja ni duže od šest meseci;
- b. pravila u vezi sa zgradom u kojoj će države učesnice izlagati određena su opštim pravilnikom za izložbe. U slučaju da je neophodno platiti porez na nepokretnosti, plaćanje je na teret države organizatora. Povrat se može dobiti samo za usluge koje su pružene primenom pravila koja je Biro odobrio;
- v. Od 1. januara 1995. razmak između dve prijavljene izložbe mora biti najmanje pet godina, a prva izložba se može održati 1995. Međunarodni biro za izložbe može prihvatiti da se izložba održi najviše godinu dana ranije u odnosu na datum koji sledi

iz prethodne odredbe kako bi se proslavio neki poseban događaj na međunarodnom nivou, s tim što se neće narušiti razmak od pet godina koji je predviđen izvornim rasporedom.

ČLAN 4

A. Izložbe koje Međunarodni biro za izložbe može priznati imaju sledeće odlike:

1. Ne mogu trajati kraće od tri nedelje ni duže od tri meseca;
2. Moraju imati tačno određenu temu;
3. Površina izložbe ne može biti veća od 25 ha;
4. Organizatori izložbe moraju dodeliti državama učesnicama prostor, bez naplate najma, izdataka, poreza i troškova, osim troškova vezanih za izvršene usluge. Najveći prostor koji je dodeljen nekoj državi ne sme biti veći od 1000 m². Međunarodno biro za izložbe može da dozvoli odstupanje od obaveze davanja besplatnog prostora ukoliko ekonomska i finansijska situacija države organizatora to opravdava.
5. Može se održati samo jedna izložba sa odlikama iz stava A između dve prijavljene izložbe.
6. Samo jedna prijavljena ili priznata izložba u skladu sa stavom A može se održati tokom jedne godine.

B. Međunarodni biro za izložbe takođe može priznati sledeće izložbe:

1. Milansko trijenale primenjenih umetnosti i moderne arhitekture, na osnovu istorijske prednosti i ako zadrži svoje izvorne odlike;
2. Izložbe hortikulture tipa A1 koje odobrava Međunarodno udruženje hortikulturnih proizvođača pod uslovom da se održavaju sa razmakom od barem dve godine u različitim državama i barem deset godina u istoj državi.

ČLAN 5

Datumi otvaranja i zatvaranja izložbe i njene opšte odlike definišu se u trenutku njene prijave ili priznavanja i ne mogu se menjati bez saglasnosti Biroa.

POGLAVLJE 3 - PRIJAVA

ČLAN 6

1. Vlada države potpisnice na čijoj se teritoriji predviđa izložba (u daljem tekstu „Vlada domaćin“) mora uputiti Birou zahtev za prijavu ili priznanje uz navođenje zakonskih, propisnih i finansijskih mera koje su predviđene u okviru organizacije izložbe. Vlada države koja nije potpisnica, a želi dobiti prijavu ili priznanje izložbe, može na isti način poslati zahtev Birou, pod uslovom da se obaveže da će prilikom organizacije izložbe poštovati sve odredbe iz poglavlja I, II, III i IV ove Konvencije, kao i propise koji su doneti u cilju primene iste.
2. Zahtev za prijavu ili priznavanje izložbe mora biti urađen od strane Vlade zadužene za međunarodne odnose na mestu gde je izložba planirana (u daljem tekstu „Vlada domaćin“), čak i u slučajevima kad ta Vlada nije organizator izložbe.

3. Biro u svojim obaveznim propisima određuje najduži rok zakazivanja datuma za neku izložbu kao i najkraći rok za podnošenje zahteva za prijavu ili priznanje; Biro takođe navodi koja dokumenta je neophodno podneti uz zahtev. U obaveznim propisima je takođe određen iznos koji je potrebno uplatiti na ime obrade zahteva.
4. Prijava ili priznanje izložbe se dodeljuje samo ako izložba ispunjava uslove koji su navedeni u ovoj Konvenciji i u propisima koje je Biro doneo.

ČLAN 7

1. Kada se dve države ili više takmiče za prijavu ili priznavanje izložbe i ne uspevaju da se dogovore, saziva se Generalna skupština Biroa koja donosi odluku na osnovu svih navedenih uslova i posebnih istorijskih i moralnih razloga, proteklog vremena od poslednje izložbe, kao i broja događaja koji se održavaju u zemljama koje su u konkurenciji.
2. Osim u izuzetnim slučajevima, Biro daje prednost izložbama koje su planirane na teritoriji države potpisnice.

ČLAN 8

Osim u slučaju predviđenim članom 28 g), Država koja dobije pravo prijave ili priznanja izložbe gubi prava koja su pridružena prijavi ili priznanju u slučaju da promeni najavljeni datum održavanja izložbe. Ukoliko rečena država želi da održi izložbu nekog drugog datuma, ona mora podneti zahtev i pristati na proceduru koja je opisana u članu 7, u slučaju da ima eventualnu konkurenciju.

ČLAN 9

1. Države potpisnice odbijaju da učestvovanje u izložbama koje nisu prijavljene ili podržane, kao i svako pokroviteljstvo i subvencije Vlade;
2. Države potpisnice zadržavaju pravo da ne učestvuju u nekoj priznatoj ili prijavljenoj izložbi;
3. Svaka država potpisnica će se koristiti svim raspoložim sredstvima, koja smatra odgovarajućim i u skladu sa sopstvenim zakonima, kako bi se borila protiv promocije lažnih izložbi ili izložbi koje prevarom privlače učesnike tako što im daju lažna obećanja, najave i reklame.

POGLAVLJE 4 – OBAVEZE ORGANIZATORA PRIJAVLJENIH IZLOŽBI I ZEMALJA UČESNICA

ČLAN 10

1. Vlada domaćin obezbeđuje poštovanje odredbi ove Konvencije i propisa koji su doneti u cilju njene primene.
2. Ako ova Vlada ne organizuje izložbu, pravno lice koje je organizuje mora u tu svrhu biti zvanično priznato od strane Vlade, koja jamči da će to pravno lice ispuniti obaveze.

ČLAN 11

1. Vlada domaćin mora poslati sve pozivnice za učestvovanje, bilo da su upućene državama potpisnicama ili državama koje nisu članice, diplomatskim putevima isključivo Vladama pozvanih država, za njih kao i za sva fizička i pravna lica koja potiču iz tih država. Odgovori moraju istim putevima stići do

Vlade domaćina, kao i molbe za učestvovanje nepozvanih fizičkih i pravnih lica. Pozivnice moraju uzeti u obzir rokove koje je odredio Biro. Pozivnice se šalju direktno međunarodnim organizacijama.

2. Nijedna strana potpisnica ne može organizovati ili podržavati učešće na međunarodnoj izložbi ako gorenavedene pozivnice nisu usaglašene sa odredbama ovog sporazuma.
3. Strane potpisnice se obavezuju da neće iznositi ni prihvatiti nikakvu pozivnicu za učešće na izložbi, bilo da će se održati na teritoriji države potpisnice ili na teritoriji države koja nije član, ako ta pozivnica ne sadrži informacije o prijavi ili priznanju u skladu sa odredbama ovog sporazuma.
4. Bilo koja strana potpisnica može zahtevati od organizatora da im ne šalje pozivnice koje nisu njima namenjene. Takođe, mogu se uzdržati od prosleđivanja pozivnica ili molbi za učešćem koje su izrazila nepozvana fizička ili pravna lica.

ČLAN 12

Vlada domaćin treba da imenuje generalnog kustosa izložbe, ako se radi o prijavljenoj izložbi, ili kustosa izložbe, ako se radi o priznatoj izložbi, koji će biti zadužen da zastupa Vladu u svim aspektima ovog Sporazuma i u svemu što se odnosi na izložbu.

ČLAN 13

Vlada svake države koja učestvuje na izložbi treba da imenuje generalnog kustosa sekcije, ukoliko je u pitanju prijavljena izložba, ili kustosa sekcije, ukoliko je u pitanju priznata izložba, kako bi ih predstavljali Vladi domaćinu. Generalni kustos sekcije ili kustos sekcije je jedini odgovoran za organizaciju svoje nacionalne prezentacije. On informiše generalnog kustosa izložbe ili kustosa izložbe o sastavu te prezentacije i obezbeđuje poštovanje prava i obaveza izlagača.

ČLAN 14 (stavljn van snage)

ČLAN 15 (stavljn van snage)

ČLAN 16

Carinski režim izložbi je utvrđen u Prilogu ove Konvencije, koji čini njen neodvojivi deo.

ČLAN 17

Tokom izložbe, nacionalnim se smatraju i, shodno tome, mogu se označavati pod ovim imenom samo sekcije koje su formirane uz dozvolu generalnog kustosa ili kustosa imenovanih u skladu sa Članom 13 od strane Vlada država učesnica. Nacionalna sekcija obuhvata sve izlagače iz te države, ali ne i koncesionare.

ČLAN 18

1. Na izložbi se ne može koristiti geografski naziv koji se odnosi na učesnika ili grupu učesnika koji potiču iz države potpisnice, osim uz odobrenje generalnog kustosa sekcije ili kustosa sekcije koji predstavljaju vladu te države potpisnice.

2. Ako države potpisnice ne učestvuju na izložbi, generalni kustos ili kustos te izložbe nadležni su da zaštite tu državu potpisnicu u smislu odredbi iz prethodnog stava.

ČLAN 19

1. Proizvodi prikazani u nacionalnoj sekciji države učesnice moraju biti u tesnoj vezi s tom državom (na primer, proizvodi poreklom sa njene teritorije ili proizvodi koje su kreirali njeni državljani).
2. Moguće je, međutim, uključiti druge predmete ili proizvode uz dozvolu Generalnog kustosa i kustosa drugih relevantnih država, pod uslovom da služe samo kao dopuna prezentacije.
3. Ukoliko dođe do spora između država učesnica u slučajevima navedenim u stavovima 1 i 2, Kolegijuma generalnih kustosa ili kustosa sekcije vršiće arbitražu i odlučivaće većinom prisutnih članova. Odluka je konačna.

ČLAN 20

1. Osim ukoliko ne postoje suprotne zakonske odredbe u državi domaćina, ne sme se dozvoliti monopol bilo koje vrste, osim u slučaju zajedničkih usluga, uz dozvolu Biroa koja se dodeljuje prilikom prijave ili priznanja. U tom slučaju, organizatori su dužni da ispune sledeće obaveze:
 - a. Naglasiti postojanje jednog ili više monopola u Opštim pravilima izložbe i Ugovoru o učešću.
 - b. Obezbediti učesnicima korišćenje monopolizovanih usluga po standardnim uslovima koji se primenjuju u toj državi.
 - v. Nikako ne ograničavati ovlašćenja generalnih kustosa ili kustosa u njihovim sekcijama.
2. Generalni kustos ili kustos izložbe preuzima sve mere kako tarife koje se naplaćuju državama učesnicama ne bi bile više od onih koje se naplaćuju organizatorima izložbe i, u svakom slučaju, kako se ne bi razlikovale od normalnih tarifa na tom lokalitetu.

ČLAN 21

Generalni kustos ili kustos izložbe preuzima sve moguće mere kako bi obezbedio efikasno funkcionisanje javnih usluga unutar izložbe.

ČLAN 22

Vlada domaćin se trudi da olakša organizaciju učešća država i njihovih građana, posebno u pogledu cena prevoza i uslova za prijem lica i predmeta.

ČLAN 23

1. Opšta pravila izložbe moraju navesti da li će, nezavisno od izdatih sertifikata za učešće, biti dodeljene nagrade učesnicima. U slučaju da su nagrade predviđene, njihova dodela može biti ograničena na određene kategorije.
2. Pre otvaranja izložbe, svaki učesnik može izjaviti da ne želi da bude razmatran za dodelu nagrada.

ČLAN 24

Međunarodni biro za izložbe, kako je navedeno u sledećem poglavlju, može doneti propise koji utvrđuju opšte uslove sastava i rada žirija i određuju način dodele nagrada.

POGLAVLJE 5 - INSTITUCIONALNE ODREDBE

ČLAN 25

- 1.** Osniva se međunarodna organizacija pod nazivom Međunarodni biro za izložbe, čija uloga je da prati i obezbeđuje primenu ove Konvencija. Njeni članovi su vlade Strana potpisnica. Sedište kancelarije je u Parizu.
- 2.** Biro je pravno lice i ima autoritet da sklapa ugovore, da stiče i prodaje kako pokretnu tako i nepokretnu imovinu kao i da preduzima pravne radnje.
- 3.** Biro ima pravo da zaključuje sporazume, posebno u pogledu privilegija i imuniteta sa državama i međunarodnim organizacijama za primenu ovlašćenja koja su mu poverena ovom konvencijom.
- 4.** Biro ima Generalnu skupštinu, predsednika, izvršnu komisiju specijalizovane komisije, onoliko potpredsednika koliko i komisija i sekretarijat koji je u nadležnosti Generalnog sekretara.

ČLAN 26

Generalnu skupštinu Biroa čine delegati koje odrede vlade strana potpisnica i to od jednog do tri delegata za svaku od njih.

ČLAN 27

Generalna skupština održava redovne sednice, a po potrebi može održavati i vanredne sednice. Ona odlučuje po svim pitanjima za koja ova Konvencija dodeljuje nadležnost Birou čija je ona najviša vlast a posebno

a. raspravlja, usvaja i objavljuje propise koji se odnose na registraciju ili na prepoznavanje, klasifikaciju i organizaciju međunarodnih izložbi i na funkcionisanje Biroa; u granicama odredbi ove Konvencije, ona može uspostaviti obavezne propise; takođe, može uspostaviti model propisa koji će služiti kao vodiči za organizovanje izložbi.

b. utvrđuje budžet, kontroliše i odobrava račune Biroa;

v. odobrava izveštaje Generalnog sekretara;

g .formira komisije koje smatra korisnim, imenuje članove Izvršne komisije i drugih komisija i utvrđuje trajanje njihovog mandat;

d. odobrava svaki nacrt međunarodnog ugovora iz člana 25 stava 3 ove Konvencije;

đ. usvaja nacrt izmena i dopuna iz člana 33;

e. imenuje Generalnog sekretara.

ČLAN 28

1. Vlada svake strane potpisnice, bez obzira na broj svojih delegata ima jedan glas Generalnoj skupštini. Međutim, pravo glasa joj se oduzima ukoliko ukupan iznos doprinosa koji ona duguje, primena člana 32. u nastavku, premašuje ukupan iznos njenih doprinosa koji se odnose na tekuću i prethodnu godinu.
2. Generalna skupština može punovažno odlučivati kada broj delegacija prisutnih na sednici i koje imaju pravo glasa iznosi najmanje dve trećine od broja strana potpisnica koje imaju pravo glasa. Ako ovaj kvorum nije postignut, saziva se ponovo sa istim dnevnim redom, u razmaku od najmanje mesec dana. U ovom slučaju potrebni kvorum se smanjuje se na polovinu broja Strana potpisnica koje imaju pravo glasa.
3. Glasanje se ostvaruje većinom prisutnih delegacija koje daju svoj glas za ili protiv. Međutim, u sledećim slučajevima zahteva se većina od dve trećine:
 - a. usvajanje nacrtu amandmana na ovu Konvenciju;
 - b. utvrđivanje i izmena propisa
 - v. usvajanje budžeta i odobravanje visine godišnjih doprinosa Strana potpisnica;
 - g. ovlašćenje za izmenu datuma otvaranja i zatvaranja neke izložbe pod uslovima predviđenim u članu 5;
 - d. prijava izložbe na teritoriji države koja nije članica u slučaju konkurencije sa izložbom na teritoriji strane potpisnice.
 - đ. smanjenje vremenskih intervala predviđenih članom 3. ove Konvencije;
 - e. prihvatanje rezervi na neki amandman koji je podnela jedna Strana potpisnica, pomenuti amandman mora biti, u primeni člana 33, usvojenim većinom od 4/5 ili jednoglasno, zavisno od slučaja;
 - ž. odobrenje bilo kog nacrtu međunarodnog ugovora;
 - z. imenovanje Generalnog sekretara.

ČLAN 29

1. Predsednika bira Generalna skupština tajnim glasanjem na period od dve godine između delegata vlada Strana potpisnica, ali tokom svog mandata on više ne predstavlja državu iz koje potiče. Može ponovo biti izabran.
2. Predsednik saziva i rukovodi sastancima Generalne skupštine i stara se o pravilnom funkcionisanju Biroa. U njegovom odsustvu njegove funkcije vrši potpredsednik zadužen za Izvršnu komisiju ili, ako to nije moguće, od strane jednog od drugih potpredsednika, po redosledu njihovog izbora.
3. **Potpredsednici** se biraju iz reda delegata vlada Strana potpisnica Generalne skupštine koja utvrđuje prirodu i trajanje njihovog mandata i određuje posebnu komisiju za koju su odgovorni.

ČLAN 30

1. Izvršnu komisiju čine delegati vlada dvanaest Strana potpisnica, po jedan za svaku od njih.
2. Izvršna komisija:

- a. uspostavlja i o klasifikaciju takvih ljudskih aktivnosti koje su prigodne da se pojave na izložbi;
- b. proučava svaku prijavu za registracijom ili priznanjem izložbe i podnosi je, sa svojim mišljenjem, na odobrenje Generalnoj Skupštini
- v. ispunjava zadatke koje joj poveri Generalna skupština;
- g. može tražiti mišljenje drugih komisija.

ČLAN 31

1. Generalni sekretar, imenovan u skladu sa odredbama člana 28 ove Konvencije, mora biti državljanin jedne od Strana potpisnica.

2. Generalni sekretar je odgovoran za vođenje svakodnevnih poslova Biroa po uputstvima Generalne skupštine i Izvršne komisije.

On priprema nacrt budžeta, predstavlja račune i podnosi izveštaje o svom radu Generalnoj skupštini. On predstavlja Biro posebno na sudu.

3. Generalna skupština utvrđuje druge nadležnosti i obaveze Generalnog sekretara kao i njegov status.

ČLAN 32

Godišnji budžet Biroa utvrđuje Generalna skupština pod uslovima predviđenim stavom 3. člana 28. Vodi se računa o finansijskim rezervama Biroa, o priznanicama svih vrsta, kao o i dugovnim i kreditnim stanjima prenetih iz prethodnih godina. Troškovi Biroa se pokrivaju iz ovih izvora i iz doprinosa Strana potpisnica prema udelu koji imaju u primeni odluka Generalne skupštine.

ČLAN 33

1. Svaka Strana potpisnica može predložiti nacrt amandmana na ovu Konvenciju. Prerađen tekst pomenutog nacrta i razlozi koji su ga motivisali upućuju se Generalnom sekretaru koji ih u najkraćem mogućem roku saopštava ostalim stranama potpisnica.

2. Predlog Nacrta amandmana uvrštava se na dnevni red redovne ili vanredne sednice Generalne Skupštine koja se održava najmanje tri meseca od dana kada je Generalni sekretar pošalje.

3. Svaki predloženi amandman usvojen od strane Generalne skupštine u okviru uslova iz prethodnog stava i člana 28. Podnosi Vlada Republike Francuske nakon prihvatanja strana potpisnica. On će stupiti na snagu u pogledu svih Strana onda kada četiri petine od njih prijavi prihvatanje Vladi Republike Francuske. Međutim, uprkos prethodne odredbe, svaki predloženi amandman na ovaj stav iz člana 16. koji se odnosi na carinski režim, ili na aneks predviđen ovim članom stupiće na snagu tek onog dana kada su sve strane potpisnice obaveste Vladu Republike Francuske o njihovom prihvatanju.

4. Svaka strana potpisnica koja želi da priloži rezervu svom prihvatanju amandmana obaveštava Biro o uslovima razmotrene rezerve.

O prihvatljivosti navedene rezerve odlučuje Generalna skupština.

Generalna skupština odlučuje o dopuštanju te rezerve. Generalna skupština mora da odobri rezervu koja bi težila da sačuva zatečene situacije u pogledu izloženosti i odbaciti one koje bi imale efekat stvaranja privilegovanih situacija. Ako je ta rezerva prihvaćena, Stranka koji je predstavila će biti među onima za koje se računa da su prihvatili amandman sa pomenutom većinom od četiri petine.

Ako je odbijen, stranka koja ga je predstavila bira između odbijanja amandmana ili njegovo bezrezervno prihvatanje.

5. Kada amandman stupi na snagu, pod uslovima predviđenim u trećem stavu ovog člana, svaka strana potpisnica koja je odbila da ga prihvati može, ako smatra odgovarajućim, da iskoristi odredbe čl 37.

ČLAN 34

1. Svaki spor između dve ili više strana potpisnica u vezi primene ili tumačenja ove Konvencije, koji ne može biti regulisan organima koji imaju ovlašćenja za donošenje odluka u primeni ove konvencije, biće predmet pregovora između strana u sporu.

2. Ako ovi pregovori ne dovedu do sporazuma u kratkom roku, jedna od strana obraća se predsedniku Biroa i traži od njega da imenuje miritelja. Ako onda miritelj ne može dobiti saglasnost strana u sporu oko rešenja istog, on utvrđuje i omeđuje u svom izveštaju predsedniku, prirodu i obim spora.

3. Kada se na taj način konstatuje neslaganje, spor postaje predmet arbitraže. U tom cilju, jedna od Strana će, u roku od dva meseca od dana dostavljanja izveštaja stranama u sporu, Generalni sekretar Biroa će postupiti po zahtevu za arbitražu, sa navođenjem arbitra kog je on odabrao.

Svaka druga Strana ili Strane u sporu moraju da odrede, svaka u roku od dva meseca, njihovog izabranog arbitra. Ako to ne uspe, jedna od Strana se obraća Predsedniku Međunarodnog suda pravde tražeći od njega da imenuje jednog ili više sudija.

Kada nekoliko strana prikaže zajednički cilj, to se računa kroz primenu odredbi iz prethodnog stava, samo za jednu. U slučaju sumnje odlučuje Generalni Sekretar.

Sudije zauzvrat imenuju nadsudiju. Ako sudije ne mogu da se dogovore o svom izboru u roku od dva meseca, Predsednik Međunarodnog suda pravde kog je angažovala jedna od Strana, to obezbeđuje.

4. Arbitražni kolegijum vrši arbitražu većini svojih članova, glasom nadsudija koji je odlučujući u slučaju ravnopravne podele glasova. Ova arbitraža je obavezujuća za sve strane potpisnice u sporu, definitivno i nepovratno.

5. Svaka država može, u trenutku kada potpisuje ili ratifikuje ovu Konvenciju, ili joj pristupi da izjavi da se ne smatra obavezanom odredbama stava 3 i 4 ovog člana. Druge strane potpisnice neće biti vezane navedenim odredbama prema onoj državi koja izrazi takvu rezervu.

6. Svaka strana potpisnica koja je izrazila rezervu u skladu sa odredbama prethodnog stava, može u bilo kom trenutku da otkloni tu rezervu obaveštenjem upućenim Vladi depozitaru.

ČLAN 35

Ova Konvencija je otvorena za pristupanje s jedne strane bilo kojoj državi bilo da je članica Ujedinjenih nacija, ili nečlanica UN. koja je država po statutu Međunarodnog suda pravde, ili član neke specijalizovane institucije Ujedinjenih nacija, ili član

Međunarodne agencije za atomsku energiju i, s druge strane, bilo koje druge države čija je prijava za članstvo odobrena dvotrećinskom većinom strana potpisnica koje imaju pravo glasa na sednici Biroa. Instrumenti pristupanja su deponovani u Vladi Republike Francuske i stupaju na snagu od dana njihovog depozita.

ČLAN 36

Vlada Republike Francuske obaveštava vlade država potpisnica ove Konvencije kao i Međunarodni biro za izložbe o:

- a. stupanju na snagu amandmana, u skladu sa članom 33;
- b. pristupanju u članstvo, u skladu sa članom 35.;
- v. otkazima, u skladu sa članom 37;
- g. rezervama koje su formulisane u skladu sa članom 34 stav 5;
- d. mogućeg isteka Konvencije.

ČLAN 37

1. Svaka strana potpisnica može otkazati ovu Konvenciju tako što će je obavesti u pisanoj formi Vladu Republike Francuske.
2. Ovo otkazivanje stupa na snagu nakon godinu dana od dana prijema ovog obaveštenja
3. Ova Konvencija prestaje da važi ako, kao rezultat otkazivanja, broj ugovornih strana padne na manje od sedam.

U slučaju bilo kakvog sporazuma koji se može zaključiti između Strana potpisnica u vezi sa raspuštanjem Biroa, Generalni sekretar će snositi odgovornost za poslove likvidacije. Imovina će biti raspoređena između strana potpisnica srazmerno uplaćenim doprinosima od trenutka kada su postale Strane potpisnice ove Konvencije. Ako postoji neka obaveza, za nju će se pobrinuti iste strane srazmerno doprinosima utvrđenim za tekuću finansijsku godinu.

ANEKS

Konvenciji potpisanoj u Parizu 22. novembra 1928. o međunarodnim izložbama, izmenjen i dopunjen Protokolima od 10. maja 1948. od 16. novembra 1966. i 30. novembra 1972. kao i Amandmanom od 24.06.1982.

**CARINSKI REŽIM ZA UVOZ PREDMETA
OD UČESNIKA MEĐUNARODNIH IZLOŽBI**

ČLAN 1 – Definicije

Za primenu ovog aneksa podrazumevamo:

a. „Uvozne dažbine“, carine i sve druge dažbine i porezi prikupljeni pri uvozu ili prilikom uvoza, kao i sve akcize i interni porezi na koje podležu uvezena dobra, isključujući, međutim, autorske naknade i troškovi koji su ograničeni na približnu cenu pruženih usluga i koji ne čine indirektna zaštita nacionalnih proizvoda ili fiskalni porezi na uvozne taksa;

b. „Privremeni uvoz“ znači privremeno pravo na bescarinski uvoz bez zabrana ili ograničenja uvoza, u slučaju ponovnog izvoza.

ČLAN 2

Koristi od privremenog prijema:

a. robe koja je namenjena za izlaganje ili da bude predmet demonstracija na izložbi;

b. robe namenjene da budu korišćene za prezentacije izložbi stranih proizvoda, kao što su

1. roba neophodna za demonstraciju mašina ili izloženih strani uređaja;

2. građevinski materijali, može biti čak i u sirovom stanju, dekorativni materijali, nameštaj, i električna oprema za paviljone i strani štandove izložbe, kao i dodeljene prostorije Generalnom komesaru odseka strane zemlje učesnice;

3. alati, materijali koji se koriste za izgradnju i sredstva za prevoz koji su neophodni neophodan za radove izložbe;

4. reklamni ili demonstracioni materijal, jasno namenjen da bude korišćen kao reklama za inostranu robu koja se prikazuje na izložbi, kao što su zvučni snimci, filmovi i slajdovi, kao i opremu neophodnu za njihovu upotrebu;

ČLAN 3

Olakšice iz člana 2. ovog aneksa odobravaju se pod uslovom:

a. Da se roba može identifikovati tokom njenog ponovnog izvoza;

b. Da Generalni komesar zemlje učesnice garantuje bez depozita sredstava, plaćanje uvoznih dažbina na robu koja neće biti ponovo izvezena nakon zatvaranja izložbe u utvrđenom roku, druge garancije predviđene zakonodavstvom zemlje koja poziva može biti dopuštene na zahtev izlagača (na primer, karnet A.T.A „Privremeni uvoz“ ustanovljen Konvencijom Saveta za carinsku saradnju od 6. decembra 1961. godine);

v. Da carinski organi zemlje privremenog uvoza procene da su ispunjeni su uslovi predviđeni ovim aneksom.

ČLAN 4

Sve dok imaju koristi od pogodnosti predviđenih ovim aneksom i ukoliko to dozvoljavaju zakoni i propisi zemlje privremenog uvoza, roba stavljena na privremeni uvoz se ne može pozajmiti, iznajmiti ili koristiti za naknadu niti transportovani van mesta izložbe. Ta roba mora ponovo biti izvezena što je pre moguće, a najkasnije tri meseca nakon zatvaranja izložbe. Carinski organi mogu iz valjanih razloga produžiti ovaj rok u onoj meri koja je propisana zakonima i propisima zemlje privremenog uvoza.

ČLAN 5

a. Bez obzira na obavezu ponovnog izvoza predviđenom članom 4. reeksport kvarljive ili ozbiljno oštećene ili robe izuzetno niske vrednosti, se ne zahteva, postupa se kako su o tome odlučili carinski organi:

1. robe podložne uvoznim carinama koje se plaćaju, ili
2. napuštene, oslobođene svih troškova, državnom trezoru zemlje privremenog uvoza, ili
3. uništene, pod zvaničnom kontrolom, a da to nije rezultiralo troškovima za državni trezor zemlje privremenog uvoza.

Međutim, obaveza ponovnog izvoza se ne odnosi na robu bilo koje prirode čije je uništenje zahtevao Generalni komesar dotičnog odseka, ona se vrši pod zvaničnom kontrolom i bez mogućnosti da rezultira troškovima za Državni trezor zemlje privremenog uvoza.

b. Roba okarakterisana kao privremeni uvoz može dobiti i svoje odredište, što znači da ne mora ponovo da bude izvezena i posebno može biti stavljena u domaću potrošnju, pod uslovom da su ispunjeni uslovi i zahtevi procedura koje bi se primenjivale prema zakonima i propisima zemlje privremenog uvoza kao kad bi bile uvezene direktno iz inostranstva.

ČLAN 6

Proizvodi slučajno dobijeni tokom izložbe, od roba privremenog uvoza u slučaju demonstracije mašina ili izloženih uređaja, podležu odredbama članova 4 i 5 ovog aneksa, na isti način kao da su robe privremenog uvoza, u skladu sa odredbama člana 7. u nastavku.

ČLAN 7

Uvozne dažbine se ne naplaćuju, zabrane ili ograničenja na uvoz se ne primenjuju i, ako je odobren privremeni uvoz, ponovni izvoz se ne zahteva u sledećim slučajevima, pod uslovom da globalna vrednost i količina robe su razumnim okvirima, po mišljenju carinskih organa zemlje uvoza, imajući u vidu prirodu izloženosti, broj posetilaca i značaj učešća izlagača.

a. Mali uzorci (osim alkoholnih pića, duvana i zapaljivih materija) predstavnici stranih dobara postavljenih na izložbama, uključujući uzorke uvezenih proizvoda hrane i pića kao takvih ili dobijenih na izložbi od robe uvezene na veliko, pod uslovom:

1. da se radi o stranim proizvodima koji se isporučuju besplatno i koji služe samo za besplatno posluženje prisutnih na izložbi, da ih koriste ili konzumiraju ljudi kojima su podeljeni;

2. da se ovi proizvodi mogu identifikovati kao uzorci za reklamni karakter koji imaju nisku jediničnu vrednost;

3. da se nisu pogodni za trgovinu a i ako jesu, u tom slučaju gde je primenljivo, da budu pakovani u znatno manjim količinama od onih koji su uobičajeni za maloprodajna pakovanja.

4. da uzorci proizvoda hrane i pića koji nisu distribuirani u pakovanju u skladu sa stavom III) ovog člana budu konzumirani na izložbi.

b. Uvezeni uzorci koje koriste ili konzumiraju članovi žirija izložbe da bi procenili i ocenili izložene predmete, u slučaju da se zahteva sertifikat od Generalnog komesara odseka, beleži se priroda i količina konzumiranih proizvoda prilikom procenjivanja i ocenjivanja.

v. Roba uvezena isključivo u svrhu demonstracije ili za demonstraciju stranih mašina i uređaja predstavljenih na izložbi a koji se konzumiraju ili uništavaju tokom ovih demonstracija.

g. Štampani materijali, katalozi, leci, kataloške cene, poster, kalendari (ilustrovani ili ne i neuramljene fotografije za koje je jasno da se koriste kao reklama za inostranu robu predstavljenu na izložbi, dakle, pod uslovom da se radi o stranim proizvodima koji se isporučeni besplatno i koji se koriste samo za besplatnu distribuciju prisutnima, na licu mesta, na izložbi.

ČLAN 8

Uvozne dažbine se ne naplaćuju, zabrane ili ograničenja na uvoz se ne primenjuju i, ako je odobren privremeni uvoz, ponovni izvoz se ne zahteva u sledećim slučajevima:

a. proizvodi koji se uvoze i koriste za izgradnju, uređivanje, dekoraciju, animaciju i okruženje stranih prezentacija na izložbi (boje, lakovi, tapete, tečni sprejevi, artikli za vatromet, semena ili biljke i sl.) a uništeni su njihovom upotrebom;

b. katalozi, brošure, poster i drugi službeni štampani materijal, (ilustrovan ili ne) koje objavljuju zemlje učesnice izložbe;

v. planovi, crteži, dosijei, arhivi, obrasci i drugi dokumenti namenjeni da se koriste kao takvi na izložbi.

ČLAN 9

a. Na ulasku kao i na izlasku, overavanje i carinjenje dobara koja će biti ili koja su bila predstavljena ili korišćena na izložbi, sprovediće se, u slučajevima kada je to moguće i prikladno, na prostorima izložbe.

b. Svaka strana potpisnica će nastojati, u svim slučajevima kada to smatra korisnim, s obzirom na značaj izložbe, da otvori na određeno vreme jednu kancelariju carine na mestu održavanja izložbe, organizovane na njenoj teritoriji

v. Ponovni izvoz robe stavljene pod privremeni uvoz može se izvršiti u jednom ili više navrata od strane bilo koje carinske ispostave otvorene za ove operacije, i onda kada se razlikuje od uvozne kancelarije, osim ako se uvoznik ne obaveže, da bi imao koristi od pojednostavljenog postupka da ponovo izveze robu preko uvozne kancelarije.

ČLAN 10

Prethodne odredbe ne sprečavaju primenu:

a. većih olakšica koje određene Strane potpisnice daju ili bi odobrile bilo jednostranim odredbama ili na osnovu bilateralnih ili multilateralnih sporazuma;

b. nacionalnih ili konvencionalnih necarinskih propisa koji se tiču organizacija izložbe;

v. zabrana i ograničenja koja proizilaze iz nacionalnih zakona i propisa i zasnovana su na očuvanju moralnog ili javnog poretka, opštoj bezbednosti, javnoj higijeni ili opštem zdravlju ili zbog veterinarskih ili fitopatoloških razloga, ili u vezi sa zaštitom patenata, trgovinskih marki, autorska prava i prava na reprodukciju.

ČLAN 11

Za primenu ovog aneksa teritorija zemalja potpisnica koje formiraju carinsku ili ekonomsku uniju može se smatrati kao jedinstvena teritorija.

PREPORUKA

Generalna skupština preporučuje da uvozne carine ne budu naplaćene i da se ne primenjuju zabrane ili ograničenja uvoza i, ako je odobren privremeni uvoz, da se ne zahteva ponovni izvoz, pod uslovom da je ukupna vrednost i količina robe razumna po mišljenju carinskih organa zemlje uvoznika s obzirom na prirodu izložbe, broja posetilaca i značaja učešća izlagač za proizvode uvezene od strane generalnih komesara odseka za:

1. njihovu ličnu potrošnju;
2. da se koristi tokom zvaničnih prijema;
3. koji će biti ponuđeni uglednim posetiocima iz svoje zemlje, iz zemlje organizatora ili onima koji dolaze iz neke druge zemlje.

REZERVE I IZJAVE

SJEDINJENE AMERIČKE DRŽAVE

Rezerva:

„Ambasada Sjedinjenih Američkih Država čestita Ministarstvu spoljnih poslova i ima čast da ga obavesti da je, u pogledu potpisivanja Protokola Konvencije iz 1928. o međunarodnim izložbama, koji će biti otvoren za potpis u Ministarstvu spoljnih poslova 30. novembra 1972, potpis Sjedinjenih Američkih Država praćen rezervom u odnosu na član 10, stav 2. Ta rezerva odražava stanovište koje vlada Sjedinjenih Država dosledno navodi na sastancima Međunarodnog biroa za izložbe kao i prilikom sastavljanja opštih pravila o izložbama u Sjedinjenim Državama, odnosno da jemčeći za izvršavanje svojih obaveza, Američka vlada istovremeno nije u mogućnosti, u smislu svog zakonodavstva, da jemči ispunjenje obaveza pravnih lica koje je akreditovala u svrhu organizovanja izložbi. Ali vlada Sjedinjenih Država će ipak, u granicama svojih mogućnosti, nastojati da osigura da ti organizatori ispune svoje obaveze.“

BELORUSIJA

Rezerva:

„Vlada Beloruske Sovjetske Socijalističke Republike ne smatra se vezanom odredbama o arbitraži, stavovi 3. i 4. člana 34. Konvencije“.

Izjava:

„Vlada Beloruske Sovjetske Socijalističke Republike izjavljuje da su odredbe člana 35. izmenjene Konvencije, prema kojima je određeni broj država lišen prava da postane strana Konvencije, diskriminišuće, te smatra da Konvencija, u skladu s načelima suverenog prava država treba da bude otvorena za učešće svih zainteresovanih država bez ikakve diskriminacije i ograničenja“.

BUGARSKA

Rezerva:

„Narodna Republika Bugarska ne smatra se vezanom odredbama stavova 3. i 4. člana 34. Konvencije“.

Izjava:

„Sve zemlje sveta uživaju apsolutnu jednakost i imaju pravo da pristupe ovoj Konvenciji, bez obzira na ograničenja iz člana 35. Konvencije“.

MAĐARSKA

Rezerva:

„Mađarska strana ne smatra da su za nju obavezni stavovi 3. i 4. člana 34. Protokola“.

POLJSKA

Rezerva:

„Vlada Narodne Republike Poljske izjavljuje da se ne smatra vezanom odredbama člana 34, stavovi 3. i 4. ove Konvencije“.

Izjava u vezi s članom 35. Konvencije:

„Vlada Narodne Republike Poljske smatra da bi ova Konvencija trebalo da bude otvorena za pristup svake države“.

RUMUNIJA

Rezerva:

„Socijalistička Republika Rumunija izjavljuje, u pogledu člana 34. stav 5. Konvencije o međunarodnim izložbama potpisane u Parizu 22. novembra 1928. da ne se ne smatra vezanom odredbama stavova 3. i 4. člana 34. Konvencije. Stav Socijalističke Republike Rumunije jeste da bi sporovi između dve ili više ugovornih strana u pogledu tumačenja ili primene Konvencije koji nisu rešeni pregovorima, mogli biti predmet arbitraže jedino uz saglasnog svih strana u sporu, u svakom pojedinačnom slučaju“.

Izjava:

„Vlada Socijalističke Republike Rumunije smatra da odredbe člana 35. Konvencije o međunarodnim izložbama, potpisane u Parizu 22. novembra 1928, nisu u skladu s načelom prema kojem multilateralni međunarodni ugovori, čiji se cilj i svrha tiču celokupne međunarodne zajednice, treba da budu otvoreni za univerzalno učešće“.

UKRAJINA

Rezerva:

„Vlada Ukrajinske Sovjetske Socijalističke Republike ne smatra se vezanom odredbama o arbitraži iz stavova 3. i 4. člana 34. Konvencije“.

Izjava:

„Vlada Ukrajinske Sovjetske Socijalističke Republike izjavljuje da su odredbe člana 35. izmenjene Konvencije prema kojima je određeni broj država lišen prava da postane strana Konvencije, diskriminišuće, te smatra da Konvencija, u skladu s načelima suverenog prava država treba da bude otvorena za učešće svih zainteresovanih država bez ikakve diskriminacije i ograničenja“.

SAVEZ SOVJETSKIH SOCIJALISTIČKIH REPUBLIKA

Rezerva:

„Vlada SSSR-a ne smatra se vezanom odredbama o arbitraži iz stavova 3. i 4. člana 34. Konvencije“.

„Vlada SSSR-a izjavljuje da su odredbe člana 35. izmenjene Konvencije prema kojima je određeni broj država lišen prava da postane strana Konvencije, diskriminišuće, te smatra da Konvencija, u skladu s načelima suverenog prava država treba da bude otvorena za učešće svih zainteresovanih država bez ikakve diskriminacije i ograničenja“.

ČEHOSLOVAČKA

Rezerva:

„Vlada Socijalističke Republike Čehoslovačke ne smatra se vezanom odredbama člana 34. stavovi 3. i 4. Konvencije“.
25.07.1974.

NEMAČKA DEMOKRATSKA REPUBLIKA

Rezerva:

„Vlada Nemačke Demokratske Republike ne smatra se vezanom odredbama člana 34. stavovi 3. i 4. Konvencije“.

Izjava:

„Nemačka Demokratska Republika smatra da Konvencija treba da bude otvorena za pristup svake države“.

16.12.1975.

Član 3.

Ovaj zakon stupa na snagu osmog dana od dana objavljivanja u „Službenom glasniku Republike Srbije - Međunarodni ugovori”.